

**PARLONS DE LA TERRE,
PARLONS DE NOUS !**

SYNTHESE DE L'ATELIER

Territoire Durance Lubéron Verdon

Pierrevert – 29 juin 2021



AMBIANCE ET CADRE DE L'ATELIER

Organisé sur le territoire Durance Lubéron Verdon, l'atelier citoyen « parlons de la terre, parlons de nous » à l'initiative de la SAFER PACA a poursuivi deux objectifs :

- Faire un état des lieux des **besoins des citoyen.nes** pour le territoire en matière d'alimentation, d'économie et d'environnement ;
- Identifier et partager les attentes des citoyen.nes en matière d'utilisation des sols agricoles et forestiers de manière à **aiguiller la SAFER dans l'élaboration de ses orientations stratégiques (PPAS)**.



10

Citoyen.nes ont participé à l'atelier.



La plupart des acteurs du territoire présents connaissaient déjà la SAFER et habitaient à proximité de Pierrevert. Il y avait environ 4 représentant.es d'association, 1 agriculteur.rice, 2 chef.fe d'entreprise/commerçant, 3 journalistes et 2 élu.es.

AMBIANCE ET CADRE DE L'ATELIER

L'atelier a débuté par un temps de présentation des participant.es, puis de la SAFER et de ses missions ainsi que de la démarche « parlons de la terre, parlons de nous ».

Un temps de réflexion par groupe a ensuite permis d'identifier les besoins pour le territoire d'ici 2030 et d'en tirer des pistes d'actions en matière de régulation foncière.

L'atelier s'est clôturé par une restitution des travaux et le partage d'un pot convivial.

Les participant.e.s ont apprécié le format de la soirée et la richesse des échanges mais ont aussi proposé des pistes d'amélioration : inclure les équipes de la SAFER dans les échanges, élargir la communication pour davantage faire connaître la démarche, préciser encore davantage ce que fait la SAFER.

Cette synthèse est la retranscription de l'ensemble des contributions recueillies, elle identifie aussi :



Les propositions citées à plusieurs reprises



Les propositions qui ont fait débat

En résumé, l'atelier a permis de faire émerger des visions communes et des points de consensus, notamment autour de la nécessité d'intégrer les enjeux de gestion de la ressource en eau, ainsi que le développement d'une agriculture adaptée aux caractéristiques du territoire et favorisant la préservation des sols.

Néanmoins, un point de désaccord majeur a été soulevé, celui du développement fort des circuits courts et de la vente de produits en direct, qui peut aussi concurrencer des commerçants et impacter négativement l'économie du territoire.

BESOINS ET ATTENTES, EN MATIERE DE...



D'AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Un consensus a émergé en faveur du développement de cultures diversifiées, permettant d'atteindre l'autonomie alimentaire, ainsi que la nécessité de véritablement défendre les projets agricoles face aux projets touristiques et économiques.

>Atteindre l'autonomie alimentaire sur le territoire, en assurant la diversification des cultures mais aussi en permettant aux habitant.es de se réappropriier la production et les compétences agricoles en agissant sur l'éducation. +

>Aller au-delà des compétitions individuelles pour engager un changement d'échelle, ne plus penser au micro-local.

>Disposer davantage d'autonomie dans les moyens d'actions, grâce à un accompagnement vers une montée en compétences en matière agricole (formation), la coordination entre la multitude de projets individuels permettant un changement d'échelle et l'augmentation des moyens financiers.

>Limiter la définition des zones urbanisables, et défendre les projets agricoles face aux enjeux de développement touristique et économique.

>Favoriser le foncier agricole vertueux en faveur de l'agriculture biologique, de la conservation des sols. +

BESOINS ET ATTENTES, EN MATIERE DE...



D'ECONOMIE

Le risque d'urbanisation massive a été soulevé à plusieurs reprises comme une problématique importante à anticiper. Un consensus s'est exprimé en faveur de l'arbitrage de projets valorisant les terres agricoles. Mais un sujet a fait débat : celui du développement des circuits courts et de la non-prise en compte des enjeux pour les commerces existants qui pourraient se retrouver défavorisés.

>Faciliter les financements pour le développement de projets agricoles.

>Remettre en question la construction de zones urbanisées vastes et parfois vides, tels que les parkings de centres commerciaux.

>Développer les circuits courts.

>Mieux concilier le besoin de développement économique avec les enjeux environnementaux et sociaux.

>Permettre aux bénéficiaires du RSA ou de l'assurance chômage de se former, d'accompagner des projets.

>Prendre en compte aussi le point de vue des commerçant.es, qui rencontrent aussi des difficultés et peuvent être en désaccord avec les ventes directes, les circuits courts. 

BESOINS ET ATTENTES, EN MATIERE DE...



D'ENVIRONNEMENT

Il ressort une volonté forte d'adapter les pratiques agricoles à la typologie du territoire et de ses ressources. Les participant.es ont aussi insisté sur la nécessité d'accompagner les agriculteurs vers une meilleure prise en compte des enjeux de biodiversité, ce qui n'est pas toujours simple en pratique.

>Mettre fin à l'utilisation des pesticides.

>Accompagner les agriculteurs pour faire évoluer les pratiques de manière plus durable : investir dans la recherche de solutions contre les pesticides, utilisation de l'eau, types de cultures adaptées aux territoires.

>Faire évoluer les orientations de la PAC.

>Adapter les cultures aux ressources en eau disponible. +

>Renouer le lien entre agriculture et photovoltaïque de manière à ce qu'il n'y ait plus de conflits d'usage entre nature des cultures et panneaux.

>Développer les pratiques agricoles en faveur de l'environnement : fertilisation organique, couverts végétaux, diversification des cultures, gestion de l'eau. +

>Réserver une partie en faveur de la préservation de la biodiversité.

POUR Y PARVENIR, AGISSONS SUR ...



LES CRITERES D'EVALUATION ET D'ARBITRAGE DES PROJETS, EN :

- > **Accentuant certains critères d'évaluation** améliorant la qualité des sols ainsi que les composantes des sols et les ressources disponibles, l'installation de jeunes agriculteurs, la valorisation des cultures vivrières, les projets en faveur des énergies renouvelables, la gestion des déchets et la gestion de l'eau.
- > Assurant une plus grande **transparence dans les critères** d'arbitrage de la SAFER.
- > **Décloisonnant les arbitrages** qui peuvent parfois être binaires, entre agriculture et énergies renouvelables par exemple (agrivoltaïsme).
- > Favorisant l'installation de **terres communales** à destination des enfants et des écoles.
- > Valorisant l'installation de projets qui favorisent la création d'un **écosystème humain** au sein du territoire.
- > Facilitant l'accès au foncier pour des **expérimentations**.
- > **Ne favorisant pas les gros producteurs** aux pratiques conventionnelles.

POUR Y PARVENIR, AGISSONS SUR ...



LA GOUVERNANCE DE LA SAFER ET COMMUNICATION ET LA SENSIBILISATION, EN :

> Permettant aux citoyen.ne.s de se réapproprier les questions foncières en **modifiant la gouvernance** ou en prenant en compte les besoins d'acteurs tels que les commerçant.e.s.

> Accentuant le **rôle de communication** de la SAFER, sa capacité à créer des interconnexions entre les forces du territoire et développer la formation des porteurs de projets.



L'URBANISATION ET L'ATTRACTIVITE ECONOMIQUE, EN :

> Améliorant l'**équilibre entre développement économique et urbanisation** en privilégiant la rénovation de l'habitat et la limitation de l'étalement urbain.

ANNEXE

ECHANGES PAR TABLES

Faites un tour de table pour vous présenter

Testez vos connaissances avec le quiz

Identifiez un scribe qui prendra en note les échanges

Identifiez vos besoins et attentes pour le territoire d'ici 2028

Proposez des pistes d'action à la SAFER



TEMPS 1 : QUELS SONT VOS BESOINS ET CEUX DE VOTRE TERRITOIRE D'ICI 2030 EN MATIERE DE ...

Agriculture et alimentation

- Autonomie alimentaire du territoire
 - plus de diversification
 - réappropriation de la capacité à produire aussi sur le plan individuel
 - éducation
 - parcelles dédiées à l'expérimentation
 - espaces de culture végétales
- Autonomie sur les moyens d'actions
 - transparence et clarté des décisions politiques
 - accompagnement de compétences pour la réalisation de projets
 - visibilité des projets individuels pour favoriser une force collective d'urgence d'échelle
- Reconstruire santé et alimentation

Economie

- Financements pour l'accompagnement de projets, moyens humains et matériels
- Capacité de création des personnes au sein/changement
- Croiser les domaines (production, commercialisation)
 - favoriser les échanges pour entraîner une force collective
- Améliorer / Assécher la bureaucratie qui est une perte d'énergie

Environnement

- pesticides
- protection de la santé des sols, de la nature et des hommes
- Accompagnement des agriculteurs pour faire évoluer les pratiques de manière plus durable
 - Travailler dans la recherche
 - Recréer des écosystèmes
 - Evolution des formations
- Evolution des orientations PAC et SAFER
- Eau

TEMPS 2 : COMMENT AGIR SUR LE FONCIER POUR Y REPENDRE ?

- Favoriser l'accès au foncier des projets permettant de répondre aux besoins cités
- valorisation des projets
 - alimentation vivrière pour l'autonomie alimentaire
 - installation des jeunes
 - qui favorise la création d'un écosystème humain au sein du territoire
- communication pour répondre à la question de la gestion de la terre et de la gestion de la ressource en eau
 - Sensibilisation et formation
 - Déboussonnement des activités (projets agricoles)
 - en énergie / agriculture (projets agricoles)
- Etude de la question de l'eau dans les projets
 - Favoriser projets qui permettent une gestion durable de la ressource en eau
- Lutter contre le rapport de force entre agriculteurs qui ont des pratiques conventionnelles / ceux qui ont des pratiques plus durables

gouvernance partagée avec attributions votées par la société civile

↳ Mettre la gouvernance pour que les citoyens se réapproprient ces outils

ANNEXE

ECHANGES PAR TABLES



Faites un tour de table pour vous présenter



Testez vos connaissances avec le quiz



Identifiez un scribe qui prendra en note les échanges



Identifiez vos besoins et attentes pour le territoire d'ici 2028



Proposez des pistes d'action à la SAFER



TEMPS 1 : QUELS SONT VOS BESOINS ET CEUX DE VOTRE TERRITOIRE D'ICI 2030 EN MATIERE DE ...

Agriculture et alimentation

- Manque de réalisme sur l'évaluation du développement démographique et des emplois dans les PDU et SCot → absence de délimitation des zones urbanisables
- Défendre les projets agricoles face aux enjeux de développement touristique, économique
- Equilibre développement / attractivité économique et utilisation du foncier urbain (conserver l'habitat au lieu d'en créer des nouveaux, ex à Honningsvåg)
- Favoriser la foncier agricole vertueux en termes de pratiques culturales, de respect de cahiers des charges, pour des systèmes de production plus durables (agriculture bio, conservation des sols)
- Transparence sur les intérêts d'arbitrage de la SAFER

Economie

- Questionnement sur l'utilité de la production de zones très isolées et souvent peu productives (Niveau élevé de consommation d'énergie)
 - ↳ exemples: parkings en grandes surfaces.
- Clarifier le besoin de développement économique avec les autres axes du développement (agricole), environnement et sociale.

Environnement

- Conflits d'usage entre le développement des énergies (renouvelables) et le foncier agricole
 - ↳ Nature des cultures envisagées vs nature des parcelles agricoles existantes
 - ↳ Pensée en lien entre planification et agriculture
- Pratiques agricoles en fonction de l'environnement
 - conseils techniques, fertilisation local, organique
 - Diversification vari des cultures
 - Intégration des bio
 - Gestion de l'eau.
- Ressources en eau
 - Mapping des agriculteurs / projets agricoles d'une agriculture à service en eau.
- Biodiversité
 - Favoriser / préserver une partie du foncier d'un bon à brader → un foncier de la biodiversité

TEMPS 2 : COMMENT AGIR SUR LE FONCIER POUR Y REpondre ?

- Critères d'arbitrage lors de la sélection des dossiers.
 - Gestion des sols
 - Compatibilité avec l'énergie
 - le type de l'agriculture
 - Adéquation du projet vis à vis de la gestion de l'eau
 - Biodiversité
 - Gestion des plastiques
 - Niveau de surveillance de la gestion des zones naturelles (cruciale notamment)
 - Stockage du carbone dans les sols
- Sortir du champ strictement agricole pour faire remonter les avis et besoins d'autres instances
 - exemple: commerce